

# Les opinions publiques et l'UE a l'heure des ukases trumpiens

## I. Les évolutions de l'opinion jusqu'en 2025 : une nette montée de l'eurofaveur depuis la crise des « subprimes »

L'année 2025 a été l'occasion de revenir sur l'évolution de l'opinion dans les Etats membres de l'UE pendant les quarante années écoulées depuis l'arrivée de Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne<sup>1</sup>.

Ces quatre décennies ont été marquées par des fluctuations importantes : un essor initial d'attitudes favorables à l'UE lié à l'intérêt suscité par le plan proposé par Jacques Delors pour relancer la construction européenne, suivi par une alternance de rechutes et de rebonds pendant une vingtaine d'années puis, depuis la fin de la crise financière

et économique de 2007-2008, une nouvelle progression très sensible entre 2011 et 2018, consolidée dans les années qui ont suivi.

L'évolution de l'opinion peut être appréciée d'abord au travers des réponses à deux questions posées dans les enquêtes Eurobaromètre deux fois par an : l'appartenance de son pays à l'UE est-elle une bonne chose, une mauvaise chose ou une chose ni bonne ni mauvaise ? Et le pays en a-t-il ou non bénéficié<sup>2</sup> ?

**Au printemps 2024** (question qui ne fut pas reposée lors des deux semestres suivants) **60% des citoyens interrogés considéraient l'appartenance de leur pays à l'Union européenne comme une bonne chose, contre 12% qui en avaient une opinion défavorable**

<sup>1</sup> Les citoyens européens et l'Union européenne 1985-2025, Décryptage, Daniel Debomy, Institut Jacques Delors.

<sup>2</sup> Questions posées dans les enquêtes Eurobaromètre Standard de la Commission européenne jusqu'en 2010-2011, reprises ensuite (avec une moindre régularité) dans celles du Parlement européen, puis rétablies en 2025-2026 dans les questionnaires de la Commission.

Les autres données évoquées dans ce document proviennent, sauf indication contraire, des enquêtes de la Commission.



DÉMOCRATIE &  
INSTITUTIONS

DÉCRYPTAGE  
JUILLET 2026

Daniel Debomy,  
Conseiller,  
opinions publiques  
européennes

(et 27% se déclaraient neutres). Ce niveau était **en hausse de 13 points** par rapport à 47% au printemps 2011.

La perception des **bénéfices de l'appartenance à l'Union** apparaissait encore plus positive. Les jugements favorables dépassaient 70% aussi bien en 2024 (71% au printemps) qu'au début de 2025 (74%, contre 22% d'avis contraires). La progression était spectaculaire par rapport à 2011, où seuls 52% des répondants estimaient que leur pays tirait profit de son appartenance à l'UE.

**D'autres questions**, posées déjà en 2011, conduisent à des constats similaires. L'image de l'Union européenne, l'optimisme quant à son avenir, le sentiment qu'elle évolue dans le bon sens et l'attachement déclaré à son égard progressaient de manière modérée, de 3 à 7 points. La confiance qu'elle inspire gagnait 11 points, le sentiment d'être citoyen de l'Union 13 points, et la conviction que les intérêts de son pays y sont correctement pris en compte progressait même de 23 points.

Ces résultats peuvent surprendre, au regard de l'ampleur des défis auxquels l'UE est confrontée, et des difficultés qu'elle a parfois montrées à les traiter efficacement. Ils témoignent néanmoins d'un **renforcement du sentiment européen dans un contexte marqué par les menaces et les incertitudes**.

## **II • Depuis un an : un impact limité des attaques de Donald Trump**

Au moment où a été réalisée l'enquête Eurobaromètre du printemps 2025, **le retour de Donald Trump** à la présidence des États-Unis suscitait déjà des inquiétudes, mais **n'avait pas encore donné lieu aux initiatives** qui allaient suivre et dont certaines apparaissaient clairement préjudiciables aux intérêts européens.

On pouvait dès lors redouter une **désaffection à l'égard de l'Union**. Cette crainte a notamment été alimentée par la rencontre de juillet 2025 entre **Donald Trump et Ursula von der Leyen** sur un terrain de golf écossais, **rencontre qui a donné à certains observateurs le sentiment que l'Union européenne se courbait devant les exi-**

**gences américaines**. Dans plusieurs pays européens, une enquête de Grand Continent faisait ainsi apparaître un fort sentiment d'humiliation parmi les citoyens. Depuis lors, les initiatives souvent désordonnées mais parfois déstabilisatrices du gouvernement Trump ont continué de mettre en évidence certaines fragilités européennes.

**Pourtant en 2026, l'attitude des citoyens des États membres à l'égard de l'UE apparaît peu affectée par ces événements.**

Au printemps 2026, 58% des répondants jugent positivement l'appartenance de leur pays à l'Union européenne, soit seulement deux points de moins que lors de la dernière mesure de 2024 (après un pic à 62% à l'automne 2025) ; la proportion d'avis défavorables demeure stable à 12%. Quant à l'idée que l'appartenance à l'Union bénéficie au pays, elle recueille encore 72% d'opinions favorables, contre 23% d'avis contraires (après avoir atteint 74% au début et à la fin de l'année 2025).

L'image de l'UE ne s'est pas dégradée ; elle s'est même légèrement améliorée, passant de 43% puis 42% à 45% d'opinions positives, contre 19% d'opinions négatives au début de 2026. La confiance qu'elle inspire, après un recul de quatre points à l'automne 2025, a regagné trois points pour atteindre 51%, contre 43% d'avis défavorables. Elle demeure ainsi nettement supérieure à celle que les citoyens accordent à leurs gouvernements nationaux, pratiquement stable à 37%, contre 59% d'opinions négatives. L'attachement à l'Union, qui avait reculé de deux points, en regagne un et s'établit désormais à 62%, contre 37%. Le sentiment d'être citoyen de l'Union retrouve également son niveau antérieur, à 75%, contre 25%. Enfin, 61% des répondants estiment que les intérêts de leur pays sont bien pris en compte au sein de l'Union, soit seulement un point de moins que lors des deux enquêtes précédentes.

Ajoutons que l'optimisme quant à l'avenir de l'Union européenne, après avoir reculé de trois points, se redresse légèrement (+1 point) pour atteindre 60%, contre 37% d'opinions négatives. En revanche, le sentiment que dans l'Union la situation évolue dans la bonne direction, déjà minoritaire, est en

recul à 32% (-3 points), contre 55% d'avis contraires. Cette appréciation demeure néanmoins sensiblement plus favorable que celle qui est portée sur les États-Unis, où seuls 14% des répondants considèrent que les choses vont dans la bonne direction, tandis que 78% expriment l'opinion inverse.

**En résumé, les opinions favorables à l'égard de l'Union européenne** (après avoir légèrement fléchi au cours de l'année 2025) **demeurent aujourd'hui à un niveau très proche de celui qu'on observait un an auparavant.**

### **III • Face à des États-Unis à l'image dégradée, une Union européenne perçue comme un pôle de stabilité**

**L'image des États-Unis auprès des Européens s'est fortement détériorée au cours des derniers mois. Déjà assez médiocre à la fin de 2024 (44% d'opinions favorables contre 47% de jugements inverses), elle est tombée à 29% six mois plus tard, puis à 24% au début de 2026, où les opinions négatives atteignent 73%.**

**Les États-Unis sont désormais perçus plus défavorablement encore que la Chine sur cet indicateur. Et cette désaffection apparaît particulièrement marquée dans plusieurs pays traditionnellement considérés comme les plus atlantistes.**

Interrogés sur la direction prise par les événements, les citoyens européens se montrent également beaucoup plus pessimistes à l'égard des États-Unis qu'à l'égard de l'Union européenne. Ainsi, 78% estiment que les choses évoluent dans une mauvaise direction aux États-Unis, contre 55% pour l'Union européenne. Certes, les jugements négatifs demeurent majoritaires dans le cas de cette dernière, mais dans des proportions sensiblement moindres (32% d'opinions positives contre 55% de négatives).

**D'autres résultats récents confirment cette évolution.**

Dans une enquête de la Fondation Bertelsmann publiée en mai, une majorité croissante d'Européens (58% contre 42% - soit quatre points de plus qu'un an auparavant) consi-

dère désormais que les États-Unis ne sont pas un partenaire digne de confiance. La proportion de ceux qui les désignent comme le meilleur allié de l'Union européenne est tombée à 31%, soit vingt points de moins qu'en 2024. Par ailleurs, 73% des personnes interrogées estiment qu'il est temps pour l'Union européenne de suivre sa propre voie après plusieurs décennies de coopération étroite avec les États-Unis ; cette proportion a progressé de dix points en deux ans.

Et on peut noter par ailleurs la baisse considérable, relevée par l'institut américain Pew Research, du sentiment que les États-Unis sont un partenaire fiable : dans une enquête mondiale on note une chute d'une trentaine ou d'une quarantaine de points de cette opinion, par rapport à une mesure effectuée en 2022, dans des pays européens incluant notamment la France, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède, ainsi que la Pologne (seule parmi ces pays où les avis restent toutefois majoritairement positifs à ce sujet) ; il ne fait guère de doute que les positions du président américain depuis un an y aient beaucoup contribué.

Il est toutefois notable que cette perte de confiance ne s'étend pas à l'OTAN. L'Alliance atlantique continue en effet de bénéficier d'un niveau de confiance positif et remarquablement stable : 52% d'opinions favorables contre 39% de défavorables, soit seulement un point de moins qu'au début de 2025.

**Dans ce contexte, l'idée que l'UE constitue un facteur de stabilité dans un monde marqué par les crises et les incertitudes est largement partagée. Près de trois quarts des citoyens européens (73%, contre 24%) adhèrent à cette affirmation, soit quatre points de plus qu'au printemps 2025.**

De même, 66% des répondants (contre 29%) considèrent que leur pays est mieux armé pour affronter l'avenir au sein de l'Union qu'en dehors de celle-ci, même si cette proportion a légèrement reculé (-2 points) en un an. L'idée que la voix de l'Union compte sur la scène internationale recueille également un large assentiment : 67% des personnes interrogées y souscrivent, contre 30% qui pensent le contraire, un résultat pratiquement inchangé depuis un an. On observe toutefois un recul de quatre

points du pourcentage de citoyens estimant que l'Union dispose des pouvoirs et des instruments nécessaires pour défendre efficacement les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale. Cette opinion demeure néanmoins largement majoritaire, avec 66% d'accords contre 29% de désaccords.

#### **IV • Des attentes persistantes d'action européenne**

L'idée selon laquelle davantage de décisions devraient être prises au niveau de l'UE continue de recueillir une nette majorité : 61% des citoyens européens y sont favorables, contre 34% qui s'y opposent. Cette proportion est presque identique à celle qu'on relevait un an plus tôt (à un point près), après un léger tassement intervenu entre-temps. Elle est en outre en hausse de cinq points par rapport à 2011.

Lorsqu'ils sont interrogés sur une douzaine de politiques européennes, les citoyens de l'UE expriment un niveau d'adhésion élevé. Le soutien dépasse 80% dans quelques domaines, et se situe au-dessus de 70% ou à un niveau proche dans la plupart d'entre eux. Seule la perspective d'un nouvel élargissement de l'Union dans les années à venir suscite une adhésion plus limitée : 53% des Européens y sont favorables, contre 41% qui s'y opposent, avec de fortes réticences dans plusieurs États membres.

Ces niveaux d'accord ont très peu évolué en un an : selon les domaines, ils sont restés stables, ont diminué d'un ou deux points, ou ont au contraire progressé d'un point.

Il s'agit là bien sûr d'approbations de principe, qui ne préjugent pas nécessairement des réactions futures face à des décisions concrètes. Elles témoignent néanmoins d'une prédisposition favorable à l'action commune et du caractère souhaitable, aux yeux des citoyens, d'une réponse européenne dans de nombreux domaines.

**L'approbation d'une politique de sécurité et de défense commune** demeure particulièrement forte et stable : **81% des Européens y sont favorables, contre 15% qui s'y opposent**. Le soutien à la proposition d'une politique étrangère commune, un peu en retrait à 72% contre 22%, est également fortement majoritaire, malgré une légère baisse.

L'idée selon laquelle la coopération en matière de défense devrait être renforcée au niveau de l'UE recueille 80% d'opinions favorables, contre 15% d'opinions défavorables. Le développement du budget de défense dans l'Union est également soutenu par une majorité significative, quoique plus limitée : 64% des Européens y sont favorables, contre 29% qui s'y opposent. On observe toutefois, sur ces deux points, un léger fléchissement par rapport à l'année précédente.

**La conscience de la menace que représente l'agression russe contre l'Ukraine pour la sécurité de l'UE** reste très présente : **76% des Européens, contre 20%, la partagent** (après deux mesures d'un point supérieures).

**Dans la même proportion les Européens considèrent que l'UE doit soutenir l'Ukraine jusqu'à la conclusion d'une paix juste et durable.**

Ils sont 75% à approuver l'aide financière et humanitaire apportée à l'Ukraine, et 70% à soutenir les sanctions prises à l'encontre de la Russie. Les majorités sont en revanche moins nettes lorsqu'il s'agit de la fourniture et du financement d'équipements militaires, approuvés par 56% des Européens contre 39%, ou de l'octroi à l'Ukraine du statut de pays candidat, soutenu par 57% contre 30%. Sur l'ensemble de ces sujets liés à l'Ukraine, on observe une légère érosion du soutien. L'appréciation portée sur la réponse de l'UE à l'invasion russe demeure, elle, globalement stable : 55% des Européens s'en déclarent satisfaits, contre 40% d'insatisfaits, soit un point de satisfaction supplémentaire en un an.

## V • Des écarts qui demeurent importants entre États membres

Si les opinions des citoyens européens apparaissent relativement stables dans les dernières enquêtes, elles continuent de varier fortement d'un État membre à l'autre.

L'appréciation de l'appartenance à l'Union européenne en fournit une première illustration. Dans la plupart des États membres, celle-ci est considérée comme une bonne chose par des majorités plus ou moins nettes. Le soutien dépasse ainsi 80% en Irlande et au Portugal - deux pays où il a fortement progressé depuis la crise qui les avait durement frappés - mais aussi au Luxembourg et dans les pays scandinaves, longtemps plus réservés à l'égard de l'intégration européenne. Viennent ensuite la Finlande, la Lituanie, les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Espagne, avec des scores de l'ordre de 70%, puis l'Estonie, Malte et Chypre, proches de 65%. La Belgique, la Slovénie, la Pologne, la Lettonie et la Slovaquie se situent autour de 60%, tandis que la Croatie et la Hongrie restent au-dessus de 50%.

Dans sept autres pays, les majorités favorables à l'appartenance à l'UE ne sont que relatives, même si elles dépassent généralement nettement les opinions contraires. C'est le cas de l'Italie, où demeure une certaine amertume liée au manque de solidarité imputé à l'UE face aux difficultés du pays : 46% des Italiens considèrent l'appartenance comme une bonne chose, contre 14% qui y voient une mauvaise chose. C'est aussi le cas de la France, qui s'enfonce dans la morosité européenne, avec 44% d'avis favorables contre 17% d'avis défavorables ; de la République tchèque, traditionnellement plus sceptique, avec 40% contre 17% ; de l'Autriche, où les bénéfices de l'appartenance sont plus fréquemment mis en doute, avec 49% contre 26% ; de la Bulgarie, davantage réservée qu'opposée, avec 49% contre 16% ; ou encore de la Roumanie, revenue de la forte europhilie qui avait précédé son adhésion, avec 43% contre 23%. La Grèce constitue le cas le plus marqué d'euroessimisme persistant dans un pays qui avait pourtant longtemps été très favorable à l'Union : seuls 34% des Grecs jugent l'appartenance à l'UE comme une bonne chose, contre 22% qui la considèrent comme une mauvaise chose.

Les réponses à la question du bénéfice tiré de l'appartenance à l'Union dessinent une hiérarchie assez proche. On observe d'abord que, dans tous les États membres, les opinions positives l'emportent nettement sur les opinions négatives. Les niveaux les plus élevés se retrouvent notamment en Irlande, au Portugal, au Luxembourg, aux Pays-Bas, à Malte, dans les pays nordiques, en Espagne, en Pologne, en Slovénie, en Slovaquie et en Croatie. Dans ces pays, les jugements positifs approchent ou dépassent 80%, voire 90% dans les premiers cas cités.

À l'inverse, les appréciations les moins positives sont celles des Grecs, des Français, des Autrichiens et des Bulgares, en baisse de 7 à 8 points depuis un an (On relève également une perte de quelques points aux Pays-Bas, en Italie et en Croatie). Elles demeurent toutefois majoritaires aussi dans ces pays, où elles dépassent les jugements négatifs d'une vingtaine de points ou davantage.

En ce qui concerne la confiance dans l'Union européenne, on retrouve en tête une partie des mêmes pays : le Portugal, suivi du Danemark, de la Suède, de la Lituanie, de l'Irlande, de la Finlande et de Malte. À l'autre extrémité figurent, sans surprise, la Grèce et la France, mais aussi Chypre, la Slovénie - malgré la reconnaissance de bénéfices apportés par l'UE - la République tchèque et la Belgique. Entre 2025 et 2026, les scores ont pu varier légèrement à la hausse ou à la baisse selon les pays. Les reculs concernent notamment la France, l'Espagne, l'Autriche, les Pays-Bas, la Roumanie, la Slovaquie et la Lettonie, tandis que la moyenne européenne reste pratiquement inchangée, avec une baisse limitée à un point.

Cette euro-morosité ne se confond toutefois pas avec une opposition à l'Europe. Les réponses à la question de savoir si davantage de décisions devraient être prises au niveau de l'Union européenne le montrent clairement. Parmi les scores les plus élevés - allant des deux tiers à près de huit réponses sur dix - figurent, aux côtés des Espagnols, des Portugais, des citoyens du Benelux, des Chypriotes, des Litvaniens, des Slovènes et des Croates, ceux des Italiens, des Grecs et des Roumains. Or ces derniers apparaissent nettement plus eurodéprimés dans leurs réponses aux questions précédentes.



On peut donc y voir moins un rejet de l'Union qu'une attente forte, non satisfaite et donc frustrée, à l'égard de l'action européenne.

À l'inverse, les scores favorables les plus faibles - nettement inférieurs aux taux de réponses opposées - sont enregistrés dans les trois pays nordiques, pourtant devenus particulièrement eurofavorables à d'autres égards. Cela rappelle la persistance, dans ces pays, de fortes réticences à l'égard d'un système perçu comme trop fédéral. Derrière eux, les Estoniens, dont les attitudes sont parfois proches de celles des Scandinaves, ainsi que les Irlandais, pourtant très europhiles, apparaissent partagés, tout comme les Tchèques.

Entre le printemps 2025 et le printemps 2026, on observe enfin une légère amélioration dans plusieurs États membres, mais aussi un certain affaïssement dans quelques autres, notamment en France, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Finlande, au Portugal et à Malte.

## • Conclusion

**Dans un contexte marqué par la confrontation avec les initiatives erratiques du président américain, et par une forte dégradation de l'image des États Unis, les citoyens européens confirment dans l'ensemble la nette amélioration de leurs perceptions de l'UE, observée depuis la fin de la crise financière et économique de 2007-2011.**

**La cohésion européenne semble renforcée par une conscience accrue des menaces extérieures et par le sentiment que l'Union constitue un cadre de protection et d'action collective. Cette dynamique demeure toutefois inégale : des écarts importants persistent entre États membres, certains pays - dont la France - se distinguant par une euro-morosité particulièrement marquée.**

Directrice de la publication : Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • Mise en pages : Marjolaine Bergonnier • © Notre Europe - Institut Jacques Delors

### Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken  
17 rue d'Antin, 75002 Paris, France  
[www.delorsinstitute.eu](http://www.delorsinstitute.eu) • [info@delorsinstitute.eu](mailto:info@delorsinstitute.eu)

L'Institut Jacques Delors est une entité de la Fondation Jacques Delors Friends of Europe

